

CODISP : un projet visant à créer de nouveaux outils de professionnalisation pour le développement de l'intelligence de sécurité publique en France et en Allemagne

Thierry DELPEUCH¹

¹Centre Marc Bloch de Berlin, CNRS, Friedrichstr.191, D-10117 Berlin

delpeuch@cmb.hu-berlin.de

Résumé – En Europe et en Amérique du Nord, de plus en plus de forces de police développent des approches préventives, proactives et problem-oriented pour lutter contre les délits et les désordres relevant du domaine de la sécurité publique. L'un de ces modèles d'orientation de l'action policière, dit *intelligence-led policing*, place l'accent sur les processus de collecte, d'interprétation, d'échange et d'exploitation des informations portant sur les problèmes de sécurité affectant les territoires.

Ce modèle constitue un des principaux axes de progrès dans les pays anglo-saxons. Le projet CODISP réfléchira sur la possibilité de développer une forme française (et allemande) *d'intelligence-led policing*. Pour ce faire, il étudiera la manière dont le travail de renseignement et d'analyse concernant la délinquance et les troubles à l'ordre public – ce que nous appelons la « fonction d'intelligence de sécurité publique » - peut contribuer à rendre plus efficace l'action quotidienne des acteurs publics dans le champ de la sécurité (police, gendarmerie, collectivités locales, bailleurs sociaux, transporteurs publics, établissements scolaire...). Il s'agira de déterminer comment les dispositifs, concepts, savoirs et savoir faire constitutifs de cette fonction font l'objet d'apprentissages et d'appropriations par les personnels opérationnels et d'encadrement dans les organisations et réseaux partenariaux. D'autre part, la recherche CODISP évaluera l'impact de la mise en pratique des dispositifs d'intelligence sur la manière dont les acteurs locaux perçoivent, comprennent et prennent en charge les problèmes de sécurité qu'ils ont à traiter, ainsi que sur les performances des administrations concernées. Ce faisant le projet poursuivra plusieurs objectifs concrets : identifier les conditions et les modalités de gestion du changement organisationnel qui permettent une intégration réussie (c'est-à-dire apportant une réelle plus-value à l'action) des outils d'intelligence dans les forces de sécurité et les partenariats locaux ; un recensement aussi exhaustif que possible des bonnes pratiques d'intelligence en France et en Allemagne qui servira à élaborer un manuel ; la création d'outils de professionnalisation (contenus de formation, systèmes d'information...) des agents ayant des missions dans ce domaine.

Abstract – Throughout Europe and North America, police services are increasingly turning towards proactive, problem-oriented approaches. Some cultivate, what is called 'intelligence-led policing – even down to the local level. The research hinges on this general trend in order to renew the understanding of the practical relations of local knowledge and organizational knowledge especially in the field of security. It focuses on an important aspect of practical police work and scientific research alike: the translation and mobilization of ad hoc (local knowledge) into organizational knowledge. This project will analyse and compare the intelligence cultures that evolve with the preventive, proactive, and problem-oriented policing. It does so in order to support actual organizational investments into the strengthening and professionalization of the "intelligence function". Our research will allow for various applications aiming at developing means and tools of knowledge production and knowledge consumption. The first will consist of supplying police authorities with a range of concepts from which they can develop an integrated knowledge system within their organization and partnerships, on the base of an inventory of best practices in France and Germany. The second objective focuses on the development of tools for human resources training, which are dedicated to the reinforcement of professional skills in the field of intelligence production (job descriptions, training concepts...). The third objective translates in technological solutions devoted to the sharing of intelligence-led policing know-how amongst concerned staff. Our aim is to accompany and inform the development of a technological tool that gives access to the different rules and methods involved in the analysis of information.

Introduction

La recherche CODISP (Création de concepts et outils pour le développement de l'intelligence de sécurité publique en France et en Allemagne, ANR-CSOSG 2011) visera à renouveler la compréhension des processus

d'élaboration et de conduite de l'action publique locale dans le domaine de la sécurité publique, en plaçant l'accent sur un aspect très peu étudié de ces processus, à savoir la collecte, l'interprétation, la circulation et l'usage des

informations portant sur les problèmes de sécurité affectant les territoires.

Plus précisément, la recherche étudiera la manière dont le travail de renseignement et d'analyse concernant la délinquance et les troubles de l'ordre public – ce que nous appelons la « fonction d'intelligence de sécurité publique » – peut contribuer à rendre plus efficace l'action quotidienne des administrations publiques intervenant dans le champ de la sécurité publique. Il s'agira de déterminer comment les dispositifs, concepts, savoirs et savoir-faire constitutifs de cette fonction (par exemple les méthodes d'analyse des statistiques de la délinquance, de cartographie et d'analyse criminelle, de surveillance des blogs Internet...) peuvent faire l'objet d'apprentissages et d'appropriations quotidiennes par les personnels ayant des missions opérationnelles ou d'encadrement dans les organisations ayant des missions de sécurité. D'autre part, la recherche aura pour but d'évaluer l'impact de la mise en pratique des dispositifs d'intelligence de sécurité publique sur les manières dont les acteurs publics locaux perçoivent, comprennent et prennent en charge les problèmes de sécurité qu'ils ont à traiter, ainsi que sur les performances des administrations concernées. La recherche placera l'accent sur les activités d'information et d'analyse dans les forces de police et de gendarmerie françaises et allemandes, mais s'intéressera également à la manière dont la fonction d'intelligence est mise en œuvre par d'autres administrations – collectivités locales, bailleurs sociaux, transporteurs publics, établissements scolaires, services sociaux – et par d'autres pays (Grande-Bretagne, Etats-Unis) ayant mis en place une politique d'*intelligence-led policing*.

Parallèlement, le projet poursuivra trois objectifs pratiques visant à contribuer au développement des concepts et outils d'intelligence de sécurité publique dans les forces de sécurité intérieure françaises et allemandes :

- Etendre le répertoire des savoirs et savoir-faire diffusables dans le domaine de l'intelligence de sécurité publique en établissant un répertoire de méthodes de travail, tactiques et stratégies directement utilisables par les forces de sécurité intérieures, à partir d'un travail systématique de repérage et d'étude des bonnes pratiques – à la fois policières et partenariales – en France et en Allemagne.
- Contribuer à la professionnalisation des agents ayant un rôle à jouer dans l'alimentation en informations de la fonction d'intelligence, dans sa mise en œuvre et dans l'exploitation opérationnelle des connaissances produites par elle. A cette fin, la recherche procédera à l'examen de l'offre de formation existante (nature, contenu, méthodes pédagogiques employées...) en France et en Allemagne, ainsi qu'à l'étude des pratiques de gestion des ressources humaines, pour tout ce qui touche au renseignement de sécurité publique et à son analyse. Cette étude produira des savoirs susceptibles d'être employés

pour la conception de modules de formation, référentiels de compétences, profils de poste...

- Concevoir une solution technologique de type site Internet permettant une meilleure diffusion des concepts et savoirs, mais aussi des informations et des analyses ayant un intérêt opérationnel, dans le domaine de l'intelligence de sécurité publique, parmi les professionnels concernés.

Le projet s'appuiera sur les résultats de la recherche franco-américaine INTERSECTS (ANR-CSOSG 2006), qui a effectué, en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur (DPS/DPPSN, DGPN, DGGN, ENSP), une analyse globale des besoins des forces de sécurité intérieures françaises en matière d'amélioration de la fonction d'intelligence de sécurité publique, et qui a suggéré une série d'orientations générale pour le développement d'un modèle français d'*intelligence-led policing*.

Le projet sera réalisé en partenariat avec plusieurs entités du Ministère de l'Intérieur français - DGPN, DGGN, ST(SI)2, ENSP, EOGN - ainsi qu'avec l'Université Humboldt de Berlin (Dr Thomas Scheffer, associé à différents partenaires institutionnels allemands) et l'Université de l'Illinois aux Etats-Unis (Prof. Jacqueline Ross).

1. Le contexte du projet : l'importance accrue de la fonction d'intelligence dans les organisations et partenariats de sécurité

1.1 L'essor d'une nouvelle doctrine de police dans les pays anglo-saxons : l'intelligence-led policing

Le recueil, la gestion, l'analyse et la mise à profit des informations relatives à la sécurité et à l'ordre publics sont devenus des aspects tout à fait centraux de l'action policière, à tel point que certains sociologues qualifient désormais les policiers de « travailleurs du savoir » (Haggerty et Ericson, 2005, 2000, 1997) et que le renseignement fait de plus en plus figure de « paradigme général des activités policières ordinaires » (Brodeur, 2003).

Depuis le début des années 2000, un courant des recherches sur la police se consacre spécifiquement à l'étude des relations entre connaissance et action dans la prise en charge des problèmes de sécurité. Cet ensemble de travaux, essentiellement anglo-saxons, a accompagné l'émergence et la diffusion d'une nouvelle doctrine de police apparue au début des années 2000, l'*intelligence-led policing*.

Les travaux sur l'*intelligence-led policing* étudient le rôle et la place des activités d'information, de renseignement et d'analyse dans la manière dont les forces de police repèrent, interprètent et prennent en charge les problèmes touchant à la tranquillité, la sécurité et l'ordre

publics quotidiens (par opposition aux formes graves de criminalité). Ils examinent dans quelle mesure et avec quels résultats la « fonction d'intelligence » peut orienter, non seulement les stratégies policières de réponse aux nuisances, désordres et activités répréhensibles, mais aussi, plus largement, la conduite des politiques locales de la sécurité dans un cadre partenarial.

La « fonction d'intelligence » peut être définie comme l'ensemble des activités ayant pour but :

- le recueil et la gestion d'informations (textuelles, chiffrées, graphiques et cartographiques) présentant un intérêt pour les acteurs chargés de prévenir et de traiter les problèmes de sécurité,
- l'évaluation du niveau de menace présenté par ces problèmes afin de déterminer le degré de priorité qu'il convient de leur accorder, le repérage et la localisation des vulnérabilités qui existent dans l'environnement,
- la production et la diffusion de connaissances relatives à ces problèmes permettant d'élaborer des solutions appropriées et d'en piloter la mise en œuvre,
- l'évaluation de l'impact des actions entreprises.

Les connaissances fabriquées par les dispositifs d'intelligence de sécurité publique doivent, en principe, être orientées vers une finalité bien précise : conférer aux responsables locaux d'organisations intervenant dans la gestion de l'insécurité une compréhension pragmatique de situations ou de problèmes qui doit être transposable en stratégies d'action (Lemieux, 2006). Ces stratégies peuvent engager une seule organisation ou un réseau partenarial plus ou moins étendu. Ces connaissances doivent accroître les capacités d'anticipation des crises, délits et désordres. Elles doivent aussi permettre aux intervenants de rationaliser l'emploi de leurs ressources en concentrant leur attention et leur effort sur les problèmes qui contribuent le plus à la dégradation de la sécurité. L'*intelligence-led policing* vise non seulement à accroître la qualité des informations mises à la disposition des décideurs, mais aussi à accroître l'aptitude de ceux-ci à utiliser les analyses élaborées à leur intention : il s'agit de faire émerger une culture de l'exploitation des produits de la fonction d'intelligence au sein du personnel d'encadrement.

Comme le souligne Jerry Ratcliffe, la doctrine de l'*intelligence-led policing* invite les forces de police à dépasser une conception étroite et réactive du renseignement de sécurité publique, caractérisée par la prédominance des informations judiciaires récoltées après la commission des infractions, à une conception globale, qui vise à traiter le plus large éventail possible de sources et de supports d'informations afin de permettre à la police d'avoir une action préventive, traitant les causes des problèmes et non pas uniquement leurs conséquences en termes de délits et de désordres (2008).

Au-delà de la police, c'est tous les acteurs publics susceptibles de contribuer à la réduction de l'insécurité qui sont appelés à évoluer vers des modes d'action davantage « proactifs » et « stratégiques », dans lesquels la recherche active de l'information et le souci d'analyser scientifiquement les problèmes occupent une place importante, au même titre que le calcul du meilleur rapport coûts/avantages des mesures opérationnelles mises en place pour répondre aux problèmes (Maguire, 2000, Maguire et John, 2006). Ainsi, l'essor de l'*intelligence-led policing* s'inscrit dans le développement d'une nouvelle gouvernance partenariale de la sécurité dans laquelle la concertation et la coordination entre les acteurs, la capacité d'anticipation, l'aptitude à fixer des priorités, le souci d'efficacité et l'évaluation des performances sont devenus des paramètres incontournables (Delpuech, 2006).

La Grande-Bretagne se situe à l'avant-garde du mouvement international de développement de l'*intelligence-led policing*, puisqu'elle s'est dotée en 2004 d'un modèle national de renseignement (*National Intelligence Model*, NIM, aboutissement d'une réflexion commencée en 2000) ayant pour rôle d'encadrer et d'homogénéiser les pratiques en la matière : les informations sont traitées à trois niveaux géographiques interconnectés entre eux – local, régional et national – en fonction d'une catégorisation préétablie qui attribue un échelon territorial à chaque type de problème de sécurité. Chaque niveau est équipé de ses propres outils de gestion de l'intelligence – unités de renseignement, groupes de travail rassemblant décideurs policiers, analystes, représentants de partenaires extérieurs – et doit définir, sur la base des analyses produites aux différents niveaux, des stratégies et tactiques appropriées.

Aux Etats-Unis, les forces de police locales sont, depuis les attentats du 11 septembre 2001, encouragées par les autorités fédérales à effectuer des réformes inspirées par la doctrine de l'*intelligence-led policing*. Un programme national de développement de la fonction d'intelligence au niveau local a été mis en place, qui vise à promouvoir la modernisation des équipements, l'amélioration de la formation professionnelle, la généralisation des bonnes pratiques, le partage d'informations à grande échelle entre les agences policières de différents niveaux. La doctrine américaine considère que toutes les forces de police locales doivent – et ce quelle que soit leur taille et leur mode d'organisation – avoir les capacités de traiter et analyser les informations recueillies dans leur ressort d'intervention, ainsi que de transmettre les connaissances produites en direction des acteurs qui en ont besoin pour remplir leurs missions de sécurité. Les polices locales doivent également être en mesure de recevoir, gérer convenablement et mettre à profit les renseignements émanant de sources institutionnelles extérieures. Elles doivent développer dans toutes les catégories de personnel une culture du renseignement (Carter, 2004). L'*intelligence-led policing* est présentée aux Etats-Unis comme s'inscrivant dans la continuité des démarches de *problem solving* initiées au

cours des années 1990, qui consistent à identifier les causes des problèmes de sécurité à l'aide d'outils et de méthodes d'analyse, afin de mettre au point des réponses s'attaquant à la source des délits et désordres. De nombreux auteurs considèrent que ces stratégies de *problem-oriented policing* ont connu un relatif échec en raison de la faiblesse de la fonction d'analyse dans les organisations policières. Le développement de l'*intelligence-led policing* a précisément pour objectif de remédier à ce type de lacunes (Eck et Spelman, 1989).

Certains sociologues voient dans l'*intelligence-led policing* un discours managérial qui a peu de chances de transformer en profondeur les manières de voir et de penser qui ont cours dans les forces de police. Pour eux, la police continue d'être une profession davantage tournée vers l'action coercitive que vers l'analyse et la réflexion. Ils voient l'activité policière comme constituée, pour l'essentiel, de réponses réactives à des événements ponctuels qui ont été rapportés à la police ou détectés par elle. La fonction d'intelligence, constatent ces chercheurs, ne joue effectivement un rôle que dans une infime minorité d'événements et d'affaires traités par la police (Brodeur et Dupont, 2006). Plusieurs auteurs doutent de la possibilité de rationaliser la circulation et l'exploitation des informations dans des organisations policières, car les renseignements y sont traditionnellement échangés sur un mode informel et personnalisé que les mécanismes dominants de transmission et d'apprentissage des pratiques professionnelles contribuent à reproduire (Manning, 2003, Ericson et Shearing, 1991).

Plusieurs raisons permettent néanmoins de penser que le développement l'*intelligence-led policing* est une manifestation majeure d'un changement de paradigme dans le domaine des politiques de sécurité. En effet, les systèmes d'action locaux dans le champ de la sécurité publique ont connu plusieurs évolutions importantes qui rendent les dispositifs d'intelligence plus utiles – sinon nécessaires – que par le passé : la territorialisation de l'action publique, la généralisation des agencements contractuels et partenariaux, l'élargissement – par différentes formes de médiation, de prévention, de participation citoyenne – de la gamme des réponses ayant vocation à traiter les problèmes de sécurité. Dans un tel contexte, la capacité de comprendre les spécificités locales, l'aptitude à échanger des informations pertinentes avec les acteurs locaux les mieux à même de les collecter ou de les exploiter, l'ouverture à la délibération collective de la signification des renseignements, ainsi qu'à la mise à profit des connaissances au service de l'élaboration négociée de stratégies d'action coordonnées, deviennent des conditions essentielles de l'efficacité des politiques locales de sécurité. Par ailleurs, les organisations policières sont partout soumises à des obligations de résultat de plus en plus strictes en dépit de moyens décroissants. Elles ont donc fortement intérêt à se doter d'outils d'intelligence qui leur permettent d'employer leurs ressources de façon plus efficiente. Elles ont aussi un intérêt croissant à produire

une expertise solide des problèmes locaux de sécurité, grâce à laquelle elles peuvent convaincre d'autres acteurs locaux de les soutenir dans leur action.

L'*intelligence-led policing* participe du développement de ces approches décentralisées, pragmatiques et partenariales du maintien de la sécurité publique, qui visent à construire, de manière concertée, des réponses adaptées aux problèmes spécifiques du territoire, à partir de diagnostics établis localement par les acteurs directement concernés.

1.2 Un intérêt récent pour l'intelligence de sécurité publique en France et en Allemagne

D'une manière générale, les sciences sociales françaises ont très peu abordé la question du rôle et de la place de l'information dans les activités des forces de sécurité intérieure. Le principal centre d'intérêt des recherches récentes est le développement de nouvelles politiques de sécurité. Les évolutions majeures se situent dans la décentralisation et la territorialisation des dispositifs d'action publique, la dilution des frontières sectorielles, la généralisation des agencements contractuels et partenariaux, l'élargissement – par différentes formes d'actions impliquant une pluralité d'intervenants publics et privés – de la gamme des réponses ayant vocation à traiter les problèmes de sécurité. La conception et la mise en œuvre de ces politiques supposent la construction d'arrangements négociés entre les différentes parties prenantes, ce qui implique une transformation de l'économie locale des échanges d'informations et de connaissances sur les phénomènes générateurs d'insécurité (voir Delpeuch 2005, Mouhanna et Ferret 2005, Maillard et Roché, 2005, Roché, 2004, Mucchielli et Robert 2002). Toutefois, la thématique de la production d'intelligence en matière de maintien de la sécurité, de l'ordre et de la tranquillité publiques n'est guère abordée en tant que telle, sauf dans des travaux plus anciens, qui montrent que l'une des conditions essentielles de l'efficacité de la police urbaine est l'adaptation au terrain, la compréhension des spécificités locales et la construction de réseaux d'interactions et d'informations aussi étendus que possible avec les autres institutions et la population (Monjardet, 1996, voir aussi Jobard 2000).

Dans le contexte allemand, il convient de distinguer deux grands types de travaux sociologiques sur la police : d'une part ceux visant à améliorer l'action policière et destinés en priorité aux policiers (*Kriminalistik*), et d'autre part les études de criminologie, sociologie et science politique à destination du public des sciences sociales (*Polizeiforschung*). La recension de ces travaux montre que l'« *Intelligence-led Policing* » ne fait pas partie du vocabulaire des études allemandes sur la police et ne constitue pas un concept opérationnel. Cependant, les pratiques qu'il recouvre à savoir la collecte, l'interprétation, la circulation et l'usage des informations portant sur les problèmes de sécurité affectant les territoires, peuvent être comprises dans le cadre plus

général de la prévention (*Prävention*). Concernant celle-ci, les polices régionales et fédérales jouent un rôle de coordinateur et de producteur du savoir : l'anticipation des comportements déviants et des atteintes à l'ordre public figure parmi les fonctions de la police. La prévention a été étudiée dans une perspective de sociologie des organisations d'une part, qui s'est intéressée aux enjeux structurels liés à ces réformes (Mensching, 2008, Behr, 2006), et d'autre part selon des approches centrées sur la mise en œuvre de ces politiques par les acteurs de terrain (Behr, 2008, Hüttermann, 2004).

En France, l'intérêt des forces de sécurité intérieure pour l'*intelligence-led policing* ne s'est manifesté que récemment, à l'occasion de la réforme du renseignement de sécurité intérieure menée en 2007-2008. La police et la gendarmerie se sont dotées, depuis quelques années, de nouvelles capacités d'analyse opérationnelle et tactique de l'information sur les crimes et délits (cellules de renseignement, unités d'information et de synthèse...), dont l'efficacité n'a pas fait l'objet d'une évaluation systématique (la recherche INTERSECTS a constitué une première étape dans cette direction). La doctrine française en matière d'intelligence de sécurité publique reste dans une large mesure à définir.

La recherche INTERSECTS a établi un diagnostic, encore partiel, de l'état de développement de la fonction d'intelligence dans les forces de sécurité intérieure françaises. INTERSECTS a montré que l'efficacité de l'action policière et, plus largement, celles des politiques locales de sécurité dépend beaucoup de la capacité des acteurs à évoluer vers une gestion stratégique et transversale de l'insécurité, caractérisée par la recherche active de renseignements et le souci d'analyser en profondeur les problèmes et les risques. Une telle évolution suppose, de la part des forces de sécurité intérieures, de renforcer leur fonction d'intelligence, à la fois dans sa dimension interne (proprement policière) et dans sa dimension externe (partenariale). INTERSECTS a identifié trois axes de progrès en la matière :

Le premier axe a trait au renforcement et à la valorisation, au sein des organisations policières, des dispositifs et des compétences professionnelles qui permettent à l'intelligence d'être une fonction véritablement transversale, c'est-à-dire une fonction jouant un rôle d'intégration des différentes parties de l'organisation et facilitant la coordination entre l'organisation et ses partenaires extérieurs. Parmi les thèmes inclus dans cet axe, on peut citer, par exemple :

- la définition plus précise du contenu de la fonction d'intelligence de sécurité publique, l'élaboration d'une doctrine en la matière ;
- la diffusion de savoir-faire dans le domaine de l'organisation, de la planification, de la gestion et de l'animation du partage des renseignements tant au niveau interne qu'au niveau des réseaux partenariaux. Entrent dans ce thème, en particulier, la question du pilotage de la fonction

d'intelligence dans les services de police et de gendarmerie, la question des méthodes de partage des informations dans les comités locaux, la création et l'entretien de flux d'informations ayant une valeur opérationnelle entre les forces de sécurité intérieure et leurs partenaires (ce qui implique notamment de travailler sur le format des renseignements) ;

- l'accroissement de l'aptitude des forces de police à traiter et exploiter les renseignements obtenus de la part de partenaires institutionnels extérieurs (afin, notamment, d'être en mesure d'y déceler les signaux faibles permettant d'anticiper les violences urbaines) ;
- la meilleure intégration dans la fonction d'intelligence des unités opérationnelles à forte capacité de recueil du renseignement ;
- la mise en place de critères et indicateurs de performance adéquats aux activités de renseignement et d'analyse ;
- un meilleur retour d'expérience des utilisateurs de renseignements et d'analyses vers ceux qui les ont produits.

Le deuxième axe de progrès consiste en la création d'outils pédagogiques d'accompagnement du développement de la fonction d'intelligence dans les services locaux, notamment dans le domaine des échanges d'informations avec les partenaires locaux et dans celui de l'analyse de la délinquance.

Enfin, le troisième axe porte sur le renforcement des capacités d'analyse stratégique (c'est-à-dire d'analyse à des fins d'élaboration des politiques locales de sécurité) dans les forces de sécurité intérieure et les préfetures, ainsi que sur la meilleure interconnexion entre niveaux d'analyse stratégique, tactique (analyse des statistiques de la délinquance) et opérationnel (analyse de l'information judiciaire). Font partie de cet axe des thèmes tels que :

- l'amélioration des capacités policières et préfectorales d'expertise des problèmes locaux de sécurité, c'est-à-dire des capacités à identifier les caractéristiques et les causes des problèmes locaux en prenant en compte une multiplicité de facteurs explicatifs, ainsi qu'à évaluer les résultats des actions menées ; l'augmentation de leurs capacités à établir et à diffuser des documents d'analyse ayant un impact sur les processus décisionnels
- l'accroissement de l'aptitude des acteurs régaliens (police, gendarmerie, préfetures, justice) à conduire un dialogue structuré avec les partenaires locaux concernant l'interprétation des informations, afin de procéder à une analyse partenariale des problèmes ;
- la diffusion de méthodes d'élaboration concertée de stratégies impliquant une action coordonnée des différents partenaires, ainsi que

de méthodes d'évaluation des résultats des initiatives menées collectivement ;

Comme en France, en Allemagne, le développement des outils de renseignement et d'analyse pour la police de sécurité publique est inscrit à l'agenda depuis peu de temps.

Dans le cadre du fédéralisme allemand, la prévention est un domaine de compétence des régions (*Länder*) et de la commune (*Kommune*), tandis que la législation de la répression est centralisée. Ce qui distingue l'Allemagne de la France dans le domaine de la sécurité et de la prévention de la délinquance, c'est donc avant tout son système de *multi level governance* dans lequel le gouvernement fédéral est souvent un acteur d'une importance limitée par rapport aux autorités régionales et locales (Eick, 2011). L'approche préventive au niveau local, qui a connu un essor à la fin des années 1990, a provoqué une redistribution des rôles et des responsabilités des différents acteurs engagés dans la mise en œuvre des politiques de sécurité. Ainsi, certains auteurs évoquent une nouvelle forme de gouvernance locale et/ou urbaine de la sécurité au sein de laquelle la production de savoirs sur les problèmes de sécurité locaux et leur circulation entre les différents « partenaires » (police, mairie, institution scolaire, travailleurs sociaux, assemblées de citoyens, etc) deviennent des enjeux centraux de l'efficacité des politiques mises en œuvre (Van den Brink et Schulze, 2006 ; Wurtzbacher, 2008). Ces acteurs ne sont pas seulement étatiques, mais comprennent également des associations locales et communautaires, qui sont ainsi responsabilisés dans la mise en œuvre des politiques de sécurité. Une multitude de réseaux locaux dont le travail est basé sur des stratégies consensualistes sont mis en place, ce qui donne lieu à de nombreuses expériences locales distinctes, mais à peu d'échanges entre ces réseaux locaux. Des politiques de sécurité orientées vers l'action partenariale, proactive, préventive et soucieuse des attentes des habitants ont été mises en place dans certaines villes (dont Berlin), en vue de s'attaquer aux causes des problèmes d'insécurité. D'autre part, les forces de police s'efforcent de mieux cibler leur action en repérant et en traitant prioritairement les *burning issues* et les *hot spots*. Les initiatives locales en la matière sont actuellement en voie de multiplication et de diffusion. Par conséquent, les activités de collecte et d'échange d'informations occupent une part croissante du temps de travail des policiers. Les organisations policières ont un besoin grandissant à la fois de moyens d'analyse et de personnels formés à leur utilisation. Certains efforts en vue de promouvoir une culture de l'intelligence ont été réalisés localement, dans le cadre de projets particuliers. Ces efforts doivent désormais être étendus aux organisations policières dans leur ensemble.

Au niveau fédéral, bien que les politiques de prévention soient en grande partie définies au niveau régional, il existe également des initiatives au niveau fédéral. Depuis les

années 1980, le département de recherche du *Bundeskriminalamt* (BKA) poursuit l'objectif de diffuser les savoirs sur la prévention situationnelle. Le département *Polizeiliche Kriminalprävention und Öffentlichkeitsarbeit*, créé en 1994 par le BKA, propose une banque de données sur les initiatives de prévention. Le BKA a développé des techniques et dispositifs d'*intelligence-led policing* – tels que, par exemple, des procédés de *geographical and strategic early detection* – sur lesquels les polices des *länder* peuvent s'appuyer. Ces outils sont toutefois dédiés, pour l'essentiel, à la lutte contre les formes graves de criminalité et non à la réductions des formes ordinaires de délinquances et de désordres. Par ailleurs, les services de police locaux ne savent pas toujours comment exploiter les analyses produites par le BKA. Quant aux écoles de police, elles commencent tout juste à prendre en considération la dimension « travail du savoir » que revêt l'activité policière, ainsi qu'à envisager les forces de police comme des « learning organizations ». La *Polizeiführungsakademie* à Münster participe à la diffusion du savoir sur la prévention (Aden, 2001).

Les politiques de prévention définissent des populations cibles dont les comportements sont considérés comme étant à l'origine de problèmes de sécurité : parmi ces cibles se trouvent les mineurs délinquants, consommateurs de stupéfiants, immigrants (Aden, 2001). Des quartiers cibles sont également définis : habités par des populations démunies, ils sont en général caractérisés par des taux importants de criminalité et ce sont souvent des enclaves urbaines. Ainsi, ils apparaissent comme des lieux propices à la multiplication des atteintes à l'ordre public voire au développement de réseaux criminels (Schreiber, 2005). La définition des cibles de la prévention est fondée sur des outils de connaissance de la criminalité locale. Les types de savoirs mobilisés dans la prévention sont issus de disciplines telles que la sociologie et la criminologie, font appel à des techniques telles la statistique et la cartographie. Les échanges d'informations avec les partenaires institutionnels permettent en particulier d'approfondir le savoir sur les groupes cibles de la prévention (jeunes, migrants, groupes politiques radicaux).

Cependant, on observe des différences fondamentales entre cette prévention « nouveau style » en Allemagne et l'*intelligence-led policing* au sens propre. Malgré ces initiatives institutionnelles, il apparaît aujourd'hui nécessaire de systématiser le travail de prévention, à l'aide de non seulement de l'échange d'expérience mais également d'outils techniques. Cela implique une transformation en profondeur de la police, dont les structures hiérarchiques doivent être repensées (Mensching, 2008) et pour laquelle de nouveaux modèles de management doivent être créés (Lange, Oly et Reichhertz, 2008). L'enjeu est en effet d'adapter la police aux transformations de la société et d'en faire une organisation apprenante, qui soit capable de transformer le savoir accumulé par des acteurs isolés chargés du travail de

prévention en *Organisationswissen* (savoir de l'organisation). L'exemple des systèmes d'informations géographiques en est un bon exemple : des sociétés privées telles la branche *Innere Sicherheit* (sécurité intérieure) de l'entreprise T-System ont mis au point des logiciels (LUPUS ou GISPol) permettant la cartographie assistée par ordinateur d'évènements entrés au fur et à mesure de leur inscription dans une base de données centralisée, de manière à planifier au mieux l'action policière quotidienne ou les interventions ponctuelles lors de grands évènements (Pandler 2002b). Le logiciel LUPUS a été adopté par trois Länder : Niedersachsen, NRW, Schleswig-Holstein (Pandler 2002a). Le but de ces logiciels est d'être utilisables intuitivement par tous.

2. Objectifs du projet CODISP

Sur la base de l'identification des besoins et des axes de progrès effectuée par l'étude INTERSECTS concernant ces différents thèmes, la recherche CODISP fera l'inventaire des bonnes pratiques susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes repérés, ainsi que des expériences pouvant servir de modèles à d'éventuelles réformes. D'autre part, CODISP approfondira deux questions tout à fait essentielles dans la perspective d'une amélioration des systèmes d'intelligence de sécurité publique.

Il s'agira, d'une part, de déterminer comment les dispositifs, concepts, savoirs et savoir-faire constitutifs de cette fonction peuvent faire l'objet d'apprentissages et d'appropriations quotidiennes par les personnels ayant des missions opérationnelles ou d'encadrement dans les organisations ayant des missions de sécurité. D'autre part, la recherche aura pour but d'évaluer l'impact de la mise en pratique des dispositifs d'intelligence de sécurité publique sur les manières dont les acteurs publics locaux perçoivent, comprennent et prennent en charge les problèmes de sécurité qu'ils ont à traiter, ainsi que sur les performances des administrations concernées. La recherche placera l'accent sur les activités d'information et d'analyse dans les forces de police et de gendarmerie françaises et allemandes, parmi lesquels les outils de l'analyse spatiale, mais s'intéressera également à la manière dont la fonction d'intelligence est mise en œuvre par d'autres administrations – collectivités locales, bailleurs sociaux, transporteurs publics, établissements scolaires, services sociaux – et par d'autres pays européens ayant une expérience en matière d'*intelligence-led policing*.

Parallèlement, le projet poursuivra trois objectifs pratiques visant à contribuer au développement des concepts et outils d'intelligence de sécurité publique dans les forces de sécurité intérieure françaises et allemandes. Le premier consistera à fournir aux autorités de police un ensemble d'éléments de connaissance à partir desquels celles-ci seront en mesure de généraliser les bonnes pratiques en matière d'intelligence de sécurité publique. Le deuxième sera la préparation d'une gamme d'outils pour la formation et pour la gestion des ressources humaines qui

sera dédiée au renforcement des compétences professionnelles dans le domaine de l'intelligence. Le troisième consistera en la conception d'un cahier des charges pour une solution technologique dévolue au partage de l'intelligence de sécurité publique entre les personnels concernés. La préoccupation principale qui guidera la poursuite de ces trois objectifs sera de développer la fonction d'intelligence en tant qu'instrument d'aide à la décision pour les responsables locaux dans le champ de la sécurité publique.

2.1 Recensement, analyse et évaluation des pratiques locales en matière d'intelligence de sécurité publique

Cet axe du projet aura pour objectif d'identifier les différents modes d'appréhension des contextes et problèmes locaux qui coexistent dans les systèmes d'action locaux ou, pour le dire autrement, les différentes pratiques d'intelligence déjà établies au sein des configurations d'acteurs publics engagés dans les politiques locales de sécurité. On estimera la place occupée par chacune de ces pratiques dans les organisations en présence, ainsi que les types de conditions ou de circonstances dans lesquelles tel ou tel mode particulier d'obtention d'informations et de connaissances aura tendance à être préféré à tel ou tel autre. Dans chaque organisation et site étudiés, la recherche veillera à rendre compte de la diversité des modes de production de « savoirs pour l'action » : les circuits et mécanismes de fabrication et d'échange de connaissances peuvent en effet varier selon les territoires, les réseaux d'acteurs et les problèmes traités. Les pratiques d'intelligence repérées dans les sites étudiés feront l'objet d'une évaluation afin d'en déterminer la pertinence, l'efficacité, l'efficacé (au regard de différents critères), l'impact sur l'environnement local et les éventuels effets imprévus. Il s'agira de déterminer si les dispositifs et pratiques observées peuvent être considérés comme des « bonnes pratiques ». La méthode employée pour réaliser cette évaluation sera celle de l'analyse des politiques publiques.

Lorsqu'une bonne pratique aura été identifiée, on s'attachera à répertorier et à caractériser les changements professionnels, organisationnels et culturels qui ont rendu possible son « institutionnalisation », c'est-à-dire sa reconnaissance et son usage en tant que « moyen approprié » au service de l'élaboration, de l'orientation et du pilotage de l'action publique locale dans le domaine de la sécurité. En d'autres termes, on s'efforcera de restituer les dynamiques de formation, consolidation et pérennisation de pratiques et cultures de l'intelligence de sécurité publique dans les organisations et les systèmes d'action locaux.

On accordera une attention particulière aux pratiques d'analyse cartographique (*crime mapping*) des problèmes de sécurité. En effet, l'outil cartographique est l'un des moyens de connaissance socio-spatiale des territoires qui a connu, au cours des deux dernières décennies, un

développement très important. Il permet un traitement géographique des données qui influe sur la façon dont les décideurs perçoivent leur environnement d'intervention et envisagent les tactiques et stratégies à mettre en œuvre.

Pour analyser les processus d'acceptation et d'appropriation des concepts et outils d'intelligence, on collectera des données empiriques visant à répondre aux questions suivantes :

- Comment, au sein des organisations et des services prenant part à la production d'informations et de connaissances, les différents types d'agents concernés conçoivent-ils et mobilisent-ils au quotidien les ressources offertes par la fonction d'intelligence ? Comment ces représentations et ces usages ont-ils évolués au cours du temps, après l'introduction de dispositifs d'intelligence ? Pour traiter quels types de situations ou de problèmes l'utilisation de moyens d'intelligence est-elle considérée comme appropriée ? Quels types d'événements ou de mesures ont entraîné un renforcement ou, au contraire, un affaiblissement, du poids de la fonction d'intelligence dans le système d'action concret ?
- Quels changements de structures et de procédures ont été opérés dans les organisations concernées afin d'y mettre en place des approches « guidées par l'intelligence » ? Dans quelle mesure ces transformations ont-elles abouti à des modifications des pratiques concrètes de collecte, gestion, analyse et distribution des informations ?
- Quels acteurs sont les plus réceptifs aux approches et aux méthodes de prise de décision qui sont portées par la fonction d'intelligence ? S'agissant des personnels favorablement disposés à l'égard des dispositifs d'intelligence, on déterminera leurs caractéristiques sociales, leurs profils de carrière, les formations suivies, les expériences professionnelles déterminantes. Concernant les services et collectifs de travail, on identifiera les facteurs tant internes qu'externes qui expliquent leur adhésion aux approches « guidées par l'intelligence » : caractéristiques socioprofessionnelles des personnels, position et fonctions dans l'organisation, relations horizontales et verticales avec d'autres services et acteurs locaux, degré de centralisation des processus décisionnels, degré de spécialisation des tâches...
- A l'inverse, quels sont les acteurs qui opposent une résistance passive ou active au développement de la fonction d'intelligence ? Quels acteurs s'avèrent réfractaires aux manières d'envisager les problèmes qui caractérisent les dispositifs d'intelligence ? Quelles raisons poussent ces acteurs à agir ainsi ?
- Quels aspects des dispositifs d'intelligence (personnels spécialisés, procédures de travail,

outils technologiques...) font l'objet d'une appropriation durable de la part des acteurs locaux ? Lesquels contribuent le plus fortement au développement d'une culture de l'intelligence ?

Les mêmes questions seront posées concernant les dispositifs et réseaux locaux de concertation et de coopération inter-organisationnelle dans le domaine de la sécurité publique. Il s'agira de déterminer les conditions et facteurs qui ont favorisés ou, au contraire, inhibés la coproduction d'intelligence.

D'autre part, l'enquête aura pour but d'évaluer l'impact de la mise en pratique des dispositifs d'intelligence sur les manières dont les acteurs locaux perçoivent et comprennent les problèmes de sécurité qu'ils ont à traiter.

On s'emploiera, en particulier, à éclaircir les interrogations suivantes :

- Existe-t-il des tensions ou des contradictions entre les orientations opérationnelles suggérées par les dispositifs d'intelligence et les demandes émanant des autorités, partenaires et destinataires de l'activité policière ? Comment ces tensions peuvent-elles être résolues ?
- Le renforcement de la fonction d'intelligence a-t-il pour effet d'amener les personnels d'encadrement et opérationnels à prendre en considération et à exploiter des types d'informations et d'analyses qui étaient auparavant ignorées ou rejetées (par exemple, parce qu'elles s'accordaient mal avec les conceptions dominantes dans l'organisation ou étaient formulées dans un langage peu familier aux professionnels de terrain) ?
- L'accroissement de la capacité d'une organisation à produire et communiquer aux autres des renseignements et des analyses a-t-il pour effet d'accroître son influence sur l'orientation des politiques locales de sécurité ?
- La mise en place de mécanismes partenariaux de renseignement et de réflexion sur les problèmes permet-elle de faire émerger un système d'intelligence collective, c'est-à-dire un processus d'analyse conjointe au cours duquel des observations et des interprétations effectuées de façon séparée par chacune des parties prenantes sont confrontées, comparées et, éventuellement, combinées ? Amène-t-elle certains acteurs à faire un usage régulier d'informations et de connaissances produites par d'autres acteurs (par exemple, l'utilisation systématique par la police des analyses produites par un « observatoire » municipal des atteintes à la tranquillité publique) ? Change-t-elle le regard porté par les acteurs impliqués sur différents types de problèmes ? Les amène-t-elle à redéfinir leurs priorités d'action ? Contribue-t-elle à leur donner une vision plus globale de la situation sécuritaire dans le territoire ? Leur permet-elle de prendre en considération une plus grande variété de causes et d'effets des problèmes sur lesquels il est possible

d'agir ou, en d'autres termes, de mieux penser la complexité des situations dans une perspective opérationnelle ? Leur permet-elle d'anticiper et de prévenir certaines manifestations du problème ? Conduit-elle à un rapprochement des représentations et conceptions des différentes parties prenantes, voire à la formation d'un référentiel d'action commun ?

- La participation à de tels systèmes communs d'intelligence modifie-t-elle la façon dont les acteurs envisagent leur participation aux politiques locales de sécurité, par exemple en intégrant à leur répertoire d'actions de nouvelles formes de réponses partenariales ? Conduit-elle certains acteurs à renoncer à intervenir sur certains problèmes au profit d'autres acteurs dont les répertoires d'action apparaissent davantage appropriés ?
- Ces processus entraînent-ils des changements de la place et du rôle de certains acteurs dans les systèmes locaux de gouvernance des politiques de sécurité (quels acteurs font leur entrée sur la scène de négociation, lesquels deviennent centraux, lesquels sont marginalisés) ? Provoquent-ils un renforcement de la position de certains types de personnels tant à l'intérieur de leur organisation que vis-à-vis des partenaires extérieurs ? On peut, par exemple, supposer que tel est le cas des agents chargés d'assurer l'interface entre leur administration et des institutions tierces dans le cadre des systèmes locaux d'échanges d'informations.
- Comment l'impact des actions « guidées par l'intelligence » sur les problèmes ciblés par elles est-il évalué ?
- De quelles capacités et ressources une organisation ou un réseau local d'organisation doivent-ils se doter pour que le renforcement de la fonction d'intelligence apporte un surcroît d'efficacité à leur action ?
- Certains modes d'organisation et de fonctionnement des dispositifs d'intelligence sont-ils plus adaptés que d'autres au traitement de tel ou tel type de problème spécifique ?
- Quelles modalités d'échange et d'analyse collective des informations facilitent la négociation de programmes d'action coordonnés ? Quels types d'économie des échanges locaux d'informations favorisent l'institutionnalisation de coopérations inter-organisationnelles ? Quelles complémentarités et interdépendances apparaissent entre les acteurs locaux au niveau de leur approvisionnement en informations ?

Par exemple, s'agissant d'un moyen particulier de collecte et d'analyse des informations sur la délinquance, les systèmes d'information géographique et le *crime mapping*, on s'efforcera de déterminer comment et dans

quelle mesure ils peuvent apporter une plus value à l'élaboration et tactiques et de stratégies d'intervention policière, comparativement à d'autres instruments et méthodes d'analyse (étude des statistiques, confection de tableaux pour opérer des rapprochements entre les délits, discussions avec les partenaires locaux...).

La recherche visera à dresser un état des lieux aussi exhaustif que possible des bonnes pratiques effectivement mises en œuvre par les forces de sécurité intérieure et instances partenariales, françaises et allemandes, dans le domaine de l'intelligence de sécurité publique. Ce travail de repérage et d'inventaire des pratiques et idées ayant fait leurs preuves dans les deux pays servira à constituer un répertoire aussi exhaustif que possible d'éléments « prêts à l'emploi », utilisables par les autorités qui voudraient construire une doctrine nationale d'intelligence de sécurité publique.

Les études menées sur le développement de l'*intelligence-led policing* aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ont montré que l'élaboration d'une telle doctrine joue un rôle très important dans le renforcement des fonctions de renseignement et d'analyse au sein des forces de sécurité intérieure et des réseaux partenariaux.

La rationalisation des processus d'intelligence implique, en effet, de fixer un ensemble de principes, règles et procédures s'appliquant aux différentes étapes du « cycle du renseignement » : leur obtention par le biais d'une diversité de sources et de moyens, l'appréciation de leur pertinence et de leur fiabilité, leur traduction sous forme de données insérables dans des systèmes sociotechniques d'information, leur interprétation et leur traduction en savoirs compréhensibles et exploitables par les utilisateurs finaux, leur dissémination en direction des unités opérationnelles capables de les exploiter, la mise à jour des connaissances à la lumière des nouvelles informations collectées, l'évaluation des résultats de l'activité d'intelligence. En outre, les activités de renseignement et d'analyse doivent faire l'objet d'une animation, d'un pilotage et d'une valorisation spécifique au sein des organisations, selon un principe d'implication de l'ensemble des unités et personnels. C'est pourquoi le répertoire contiendra un large éventail d'exemples de « politiques organisationnelles visant à améliorer les capacités d'intelligence », en rentrant dans le détail des organigrammes, règlements et plans de mise en œuvre. Il s'agira, ainsi, de donner aux décideurs souhaitant entreprendre de telles politiques un large aperçu des différentes manières de procéder qui sont envisageables.

Dans les organisations policières, la qualité des processus d'information et d'analyse dépend de la contribution apportée à la fonction d'intelligence par tous les personnels et services. En particulier, les unités qui disposent d'un accès privilégié aux meilleures sources de renseignements (il s'agit le plus souvent d'unités opérationnelles) doivent prendre l'habitude de transmettre aux dispositifs d'intelligence les informations collectées, et ceci de manière sélective (c'est-à-dire en filtrant les

informations peu fiables ou inutiles), dans le format requis, en temps utile, avec le niveau de détail adéquat et en respectant un certain nombre de précautions. Le répertoire indiquera les techniques de management qui favorisent la participation active de toute l'organisation à la fonction d'intelligence.

D'autre part, le répertoire établira un inventaire des sources ouvertes (ou partenariales) d'informations dont les forces de police peuvent éventuellement tirer parti, en précisant à quels usages précis les données et connaissances produites par ces sources peuvent être utilisées.

Le répertoire comportera également des indications quant à la manière d'utiliser les connaissances produites par la fonction d'intelligence pour éclairer différents types de décisions : choix des priorités d'action de l'organisation, répartition des ressources entre les différentes unités, déploiement des moyens disponibles sur le terrain, sélection des cibles d'intervention, planification des opérations, évaluation de la performance des opérations menées.

2.2 Participer à la professionnalisation de la fonction d'intelligence

L'essor, aujourd'hui bien réel, de *l'intelligence-led policing* et de la coproduction de connaissances dans le cadre partenarial, implique le renforcement, dans les forces de sécurité intérieure, de tout un ensemble de compétences professionnelles : organiser et stimuler le partage des renseignements au sein des organisations policières et des réseaux partenariaux, savoir traiter et exploiter les informations fournies par des partenaires ayant une culture administrative parfois très éloignée de la culture policière, être capable de s'engager dans un dialogue structuré et constructif avec les partenaires concernant l'interprétation des informations, savoir identifier les caractéristiques, les causes et les évolutions probables des problèmes dans une optique de prévention, concevoir avec les partenaires des stratégies de réponse impliquant un partage des tâches, défendre les points de vue, priorités et objectifs de sa propre institution sans entrer en conflit avec les partenaires, évaluer collectivement les résultats des actions menées pour procéder à des ajustements, etc.

Le projet aura pour objectif de fournir aux forces de sécurité intérieure des outils de formation et de gestion des ressources humaines dédiés à l'apprentissage de ces différentes compétences par les agents appelés à contribuer, à un titre ou à un autre, à la mise en œuvre de la fonction d'intelligence.

Pour ce faire, le projet recensera et évaluera l'ensemble des formations existantes en France et en Allemagne dans le domaine de l'intelligence de sécurité publique, afin de fournir aux écoles de police des éléments leur permettant d'enrichir leur travail d'ingénierie pédagogique. Les rencontres effectuées avec les personnels opérationnels des forces de sécurité intérieure, dans le cadre de la tâche 1,

seront mis à profit pour évaluer les besoins de formation en matière de renseignement et d'analyse.

Il est aussi prévu de prendre en considération les pratiques de formation expérimentées dans les pays ayant déjà opéré le passage à *l'intelligence-led policing*, c'est-à-dire, essentiellement, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Plusieurs missions d'étude seront réalisées dans des académies de police de ces deux pays.

D'autre part, le projet dressera l'inventaire des pratiques en matière de recrutement et gestion des personnels spécialisés dans les tâches d'intelligence (analystes, superviseurs d'unités d'intelligence...), afin d'aider à la mise au point des référentiels de compétences, profils de postes et profils de carrière.

Les études sur *l'intelligence-led policing* ont montré que la fonction d'intelligence ne peut avoir un impact significatif sur les modes de pilotage de l'action policière que s'il existe, parmi les décideurs, une culture d'usage des informations et des analyses produites par les dispositifs d'intelligence. Le projet formulera des propositions concrètes en vue de promouvoir une telle culture parmi les dirigeants de force de sécurité intérieure. Un autre axe de réflexion sera l'accroissement de la capacité des analystes à apporter aux responsables une véritable aide à la décision, c'est-à-dire à leur suggérer des gammes de solutions possibles aux problèmes analysés, entre lesquels le décideur peut choisir en toute connaissance de cause.

2.3 Elaboration d'un cahier des charges pour la création d'une solution technologique facilitant le partage de l'intelligence de sécurité publique

Un tel instrument technologique aurait pour but mettre à disposition des personnels ayant des tâches d'analyse différents savoirs généraux et doctrinaux : répertoires de bonnes pratiques (tel que celui qui sera élaboré par cette recherche), outils d'autoformation aux différentes méthodes d'analyse, un annuaire de compétences et d'experts sur des sujets précis, une aide à la recherche de sources ouvertes sur tout un ensemble de problèmes liés à la sécurité, des articles et rapports scientifiques (criminologie, études sur la police...), des travaux d'experts (de type diagnostics locaux de sécurité), des bulletins d'intelligence contenant des analyses de problèmes internationaux, nationaux et locaux, des bulletins d'alerte. Il devrait ainsi permettre aux analystes, non seulement de mieux comprendre les grandes évolutions des problèmes d'ordre et de sécurité, mais aussi de se tenir informés des innovations en matière de stratégies de réponse à une grande variété de problèmes, afin qu'ils soient en mesure de remplir leur rôle d'aide à la décision.

En outre, l'instrument pourrait servir de support à des forums collaboratifs d'échange entre professionnels chargés du traitement de problèmes spécifiques.

Il pourrait, en outre, offrir à certains responsables la possibilité de demander des analyses sur des sujets qui les préoccupent.

Enfin, l'instrument pourrait contenir certaines fonctionnalités permettant un partage plus large et plus fluide de connaissances avec certains partenaires locaux.

Dans la mesure où les acteurs de la sécurité publique sont confrontés à une surcharge d'informations, l'instrument devra mettre à la disposition des utilisateurs des informations hiérarchisées, analysées, synthétiques. Celles-ci devront être restituées sous une forme aisément compréhensible par les personnels des forces de sécurité intérieure et directement exploitable par eux au service du pilotage des activités opérationnelles.

Références

- [1] H. Aden. « L'Etat protecteur, mobilisation de nouveaux acteurs et repli sécuritaire: Les politiques de sécurité et de prévention en Allemagne dans les années 1990 ». *Déviance et Société*, n 4, 2001, 459-477.
- [2] T. E. Baker, *Intelligence-Led Policing. Leadership, Strategies and Tactics*, Looseleaf Law Publications, 2009. Beck U., *La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion – Champs, 2003.
- [3] R.Behr, *Polizeikultur. Routinen, Rituale, Reflexionen. Bausteine zu einer Theorie der Praxis der Polizei.*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006.
- [4] R.Behr, *Cop Culture - Der Alltag Des Gewaltmonopols: Männlichkeit, Handlungsmuster und Kultur in der Polizei*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008.
- [5] Boba R., *Problem Analysis in Policing*, Washington DC: Police Foundation, 2003.
- [6] R.Boba, *Crime Analysis and Crime Mapping*, Thousand Oak CA: Sage, 2005.
- [7] A.Braga, D.Weisburd, "Problem-Oriented Policing: The Disconnect between Principles and Practice" in David Weisburd and Anthony A. Braga (eds.) *Police Innovation: Contrasting Perspectives*, Cambridge University Press, 2006.
- [8] K.Breyman, „Auf dem Weg in die gendarmisierte Gesellschaft. Sicherheit, neuer Paternalismus und soziale Arbeit als Mittel zum Zweck“, in: *Neue Kriminalpolitik*, 2007, p. 82-86.
- [9] J.-P.Brodeur, B.Dupont, "Knowledge Workers or 'knowledge' Workers?", *Policing and Society*, vol.16, n°1, 2006.
- [10] J.-P.Brodeur, *Les Visages de la police. Pratiques et perceptions*. Les Presses de l'Université de Montréal, 2003.
- [11] J.-P. Brodeur (ed.) *How to Recognize Good Policing. Problems and Issues*, Sage, 1998.
- [12] K.Bullock, N.Tilley, *Crime Reduction and Problem Oriented Policing*, Willan Publishing, 2003.
- [13] D. L.Carter, *Law Enforcement Intelligence : A Guide for State, Local and Tribal Law Enforcement Agencies*, Washington DC: U.S. Department of Justice, Office of Community Oriented Policing Services, 2004.
- [14] N.Cope, "Intelligence-Led Policing or Policing-Led Intelligence?", *British Journal of Criminology*, vol.44, n°2, 2004.
- [15] T.Delpeuch, « Les nouvelles politiques de sécurité en trompe-l'œil ? Les réformes dans le champ de la sécurité publique à l'épreuve des recherches en sciences sociales », *Droit et Société*, n°61, 2006.
- [16] J.De Maillard, « Vers des politiques publiques locales de sécurité », in S. Roché (sous la dir.) *En quête de sécurité. Causes de la délinquance et nouvelles réponses*. Armand Colin, 2003.
- [17] J.Donzelot, C.Mével, A.Wyvekens, *Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Seuil, 2003.
- [18] J.Eck, W.Spelman, "Problem-Solving: Problem-Oriented Policing In Newport News", in Roger G. Dunham and Geoffrey P. Alpert (eds.) *Critical Issues in Policing*. Prospect Heights, IL: Waveland Press, 1989.
- [19] V.Eick, „Lokale Kriminal- und Sicherheitspolitik“, in: Dahme, H.-J. und Wohlfahrt, N. (Hrsg.), *Handbuch kommunale Sozialpolitik*, Wiesbaden, 2011, p.294-305.
- [20] R.V.Ericson, « The Division of Expert Knowledge in Policing and Security », *British Journal of Sociology*, vol.45, n°2, 1995.
- [21] E. R.V. Ericson, C.Shearing, "The Scientification of Police Work", in G. Böhme, N. Stehr (eds.) *The Knowledge Society: The Impact of Scientific Knowledge on Social Structures*, Reidel, 1986.
- [22] J.Fleming, J.Wood, *Fighting Crime Together. The Challenges of Policing and Security Networks*, University of New South Wales Press, 2006.
- [23] P.Giger, „Die polizeiliche Prävention - eine Herausforderung für die Zukunft“, *Kriminalistik*, 2008, p. 191-196.
- [24] P.Gill, S.Marrin, M.Phythian (eds.) *Intelligence Theory. Key Questions and Debates*, Routledge, 2009.
- [25] P.Gill, M.Phythian, *Intelligence in an Insecure World*, Polity Press, 2006.
- [26] K.Haggerty, R.Ericson, *The New Politics of Surveillance and Visibility*. University of Toronto Press, 2005.
- [27] K.Haggerty, R.Ericson, "The Surveillant Assemblage", *British Journal of Sociology*, vol. 51, n°4, 2000.
- [28] K.Haggerty, R.Ericson, *Policing the Risk Society*. Toronto: University of Toronto Press, 1997.
- [29] R.Heaton, "The Prospects for Intelligence-Led Policing: Some Historical and Quantitative Considerations", *Policing and Society*, vol.9, 2000.
- [30] M.Hermann, H.Leuthold, 2000, „Einsatz von kartographischen Methoden und GIS zur Analyse und Visualisierung mehrdimensionaler Strukturen in den Sozialwissenschaften“, in B.Schmidt, C.Uhlenkoken (eds.), *Visualisierung Raumbbezogener Daten:*

- Methoden und Anwendungen, Bd. II. Beitr.,ge zum 3.GeoViSC-Workshop*, Munster, 77-92.
- [31] H.-J.Heuer, „Prozesse der Elitenformierung bei der Polizei - Zur Soziologie der Polizei-Führungsakademie“, in Lange H.-J. (ed.), *Die Polizei der Gesellschaft. Zur Soziologie der Inneren Sicherheit.*, Opladen, Leske und Budrich, 2003,157-175.
- [32] E.Hunsicker, „Kritische Reflektion der Kriminalprävention in Osnabrück“, in: *Die Kriminalprävention*, 2003, p. 51-59.
- [33] D.Hunold, D.Klimke, R.Behr, R.Lautmann (Hg.) *Fremde als Ordnungshüter? Die Polizei in der Zuwanderungsgesellschaft Deutschland.* Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010
- [34] J.Hüttermann, „Korporative Polizei, Symbolische Polizei und Street Corner-Polizei: Fallgestützte Hinweise auf die Funktionalität polizeilicher Habitusarbeit“, *Zwischen Anomie und Inszenierung*, Baden-Baden, 2004.
- [35] G.Karwinkel, P.Langer, Integrative Präventionsarbeit am Beispiel der Stadt Hoyerswerda, in: *Die Kriminalprävention*, 2001, S. 106-111.
- [36] H.-J. Lange, (ed.) *Die Polizei der Gesellschaft. Zur Soziologie der Inneren Sicherheit*, Opladen: Leske und Budrich, 2003.
- [37] H.-J. Lange, H. P. Ohly, J. Reichertz (Hrsg.). *Auf der Suche nach neuer Sicherheit. Fakten, Theorien und Folgen.* Wiesbaden: VS Verlag, 2008.
- [38] F.Lemieux, S.Allard, *Normes et pratiques en matière de renseignement criminel: une comparaison internationale.* Les presses de l'Université Laval, 2006.
- [39] M.Maguire, T.John, “Intelligence Led Policing, Managerialism and Community Engagement: Competing Priorities and the Role of the National Intelligence Model in the UK”, *Policing and Society*, vol.16, n°1, 2006.
- [40] M.Maguire, “Policing by Risk and Targets: Some Dimensions and Implications of Intelligence-Led Crime Control”, *Policing and Society*, vol.9, 2000.
- [41] J. de Maillard, S.Roché, « La sécurité entre secteur et territoire », in Faure A., Douillet A.-C. (sous la dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Grenoble PUG, 2005.
- [42] P.K.Manning, *Policing Contingencies*, The University of Chicago Press. 2003.
- [43] A.Mensching, *Gelebte Hierarchien. Mikropolitische Arrangements und organisationskulturelle Praktiken am Beispiel der Polizei*, Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008.
- [44] D.Monjardet, *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique.* La Découverte, 1996.
- [45] C.Mouhanna, « Coproduction, cohérence et concurrence? Réflexions sur la coopération élus-policiers en matière de sécurité », in J. Ferret, C. Mouhanna (sous la dir.) *Peurs sur les villes.* Presses universitaires de France, 2005.
- [46] L.Mucchielli, Ph. Robert (sous la dir.) *Crime et sécurité, l'état des savoirs*, Paris : éd., 2002.
- [47] K.Neidhardt, D.Schröder, „Kommunale Kriminalprävention, Sicherheits- und Ordnungspartnerschaften. Aktuelle Aspekte der Kooperation von Kommunen und Polizei bei lokalen Sicherheits- und Ordnungsfragen“, in: *KommunalPraxis spezial*, 2005, S. 62-65.
- [48] T.Pandler, "Das Intranet-GIS der Hamburger Polizei. "Kartografie für alle" und "GISPol" zur vorBILDlichen Darstellung von Einsätzen, Vorgängen und Unfalltypen", *Arcaktuell*, 2002, No.4
- [49] T.Pandler, "LUPUS bleibt Herr der Lage. Sichere Polizeiarbeit mit dem Lage- und Planungsunterstützungssystem (LUPUS)", *Arcaktuell*, 2002, No.4.
- [50] J.H.Ratcliffe, “Intelligence led policing”. *Trends and Issues in Crime and Criminal Justice*, April 2003 (248), 1-6.
- [51] R. J. Hatcliffe, “Intelligence-Led Policing and the Problem of Turning Rhetoric into Practice”, *Policing and Society*, vol.12, n°1, 2002.
- [52] J. H.Ratcliffe, *Intelligence-Led Policing*, Cullompton UK: Willan Publishing, 2008.
- [53] S.Roché (sous la dir.) *Réformer la police et la sécurité - Les nouvelles tendances en Europe et aux Etats-Unis*, Paris : Odile Jacob, 2004.
- [54] S.Roché, *Police de proximité. Nos politiques de sécurité*, Paris : Seuil, 2005.
- [55] J.Sheptycki, “Organizational Pathologies in Police Intelligence Systems. Some Contributions to the Lexicon of Intelligence-Led Policing”, *European Journal of Criminology*, vol.1, n°3, 2004.
- [56] V.Schreiber, „Regionalisierungen von Unsicherheit in der Kommunalen Kriminalprävention“, in G. Glasze, R. Pütz, and M. Rolfes (eds.) *Diskurs - Stadt - Kriminalität. Städtische (Un-)Sicherheiten aus der Perspektive von Stadtforschung und Kritischer Kriminalgeographie*, Bielefeld: Transcript, 2005, p. 59-103.
- [57] J.-C.Thoenig, D. Gatto, *La sécurité publique à l'épreuve du terrain. Le policier, le magistrat, le préfet.* L'Harmattan, IHESI, 1993.
- [58] N.Tilley, “Community Policing, Problem-Oriented Policing and Intelligence-Led Policing”, in T. Newburn (ed.) *Handbook of Policing*, Willan Publishing, 2003.
- [59] H.-H. Trute, „Gefahr und Prävention in der Rechtsprechung zum Polizei- und Ordnungsrecht“, in: *Verwaltung* 36, 2003, S. 501-522
- [60] H. Van den Brink, V. Schulze, “Political culture as a basis for concepts of local security and crime prevention. A comparison of the conditions in Germany and the Netherlands”, in: *German Policy Studies*, 2006.

- [61] T. Williamson (ed.), *The Handbook of Knowledge Based Policing*, John Willey and Son, 2008.
- [62] J. Wurtzbacher, *Urbane Sicherheit und Partizipation: Stellenwert und Funktion bürgerschaftlicher Beteiligung an kommunaler Kriminalprävention*, VS Verlag, 2008.
- [63] J. Ziercke, „Kommunale Kriminalitätsprävention. Die zukünftige Rolle der Polizei aus kommunal- und kriminalpolitischer Sicht, in: *Kriminalistik*“, 2003, p. 270-276.